

Les actes de vandalisme et ses implications sur les activités économiques dans les villes de Goma et Bukavu

1. Introduction

Les villes de Goma et Bukavu viennent d'être le théâtre des actes de vandalisme pendant quatre ou cinq jours, à la suite des affrontements qui y ont opposé les Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) à l'Armée Révolutionnaire Congolaise (ARC) de l'AFC/M23. Ces actes de pillage ont plongé les deux villes dans une situation critique suite aux pertes matérielles considérables qui en ont résulté. Plusieurs magasins, boutiques des particuliers, et même des établissements publics ont été ciblés par des pillages orchestrés par hommes en uniforme incontrôlés et des populations civiles difficilement catégorisables. Les grands quartiers et centres commerciaux, comme la place deux-lampes, Katindo et Birere (à Goma) et ; le marché Kadutu, quelques boutiques avoisinant le marché Nyawera et la brasserie de la Bralima en ville de Bukavu, ont fortement été touchés. Au-delà d'être dévalisées, certaines infrastructures et particulièrement des infrastructures publiques ont été saccagés, voire incendiées. L'exemple marquant est celui du Palais de justice de Goma (situé au quartier Kyeshero) où plusieurs documents administratifs se sont évaporés dans la nature et des meubles de bureaux emportés par des populations voisines. Certains témoins incriminent les évadés de la prison centrale Munzenze qui viseraient à faire disparaître les traces de leurs procès. À cela s'ajoute la destruction pure et simple de l'école du Cinquantenaire de Goma, une école publique qui inspirait l'espoir d'une bonne formation technique dans un pays où le secteur de l'éducation semble préoccuper moins les décideurs, en dépit des discours rassurants.

L'on se demande si ces actions destructrices relèvent de la peur d'un lendemain incertain vu la situation critique de ces deux villes en ces temps de crise politique et sécuritaire ou, simplement font suite à un incivisme systématique. En réponse à cette interrogation, cette analyse rapide voudrait mettre en lumière la problématique du *respect du droit de propriété et du sens de responsabilité personnelle et collective* comme éléments ayant présidé à l'apparition de ces actes de vandalisme.

2. Pillage des commerces et sabotage de certaines infrastructures publiques

L'entrée du mouvement du 23 mars dans la ville de Goma a suscité un sentiment de psychose et d'incertitude totale. En fait, la journée du 26 janvier 2025, marquée par des affrontements militaires, s'est achevée par l'entrée des troupes de l'AFC/M23 à Goma. Le 27 janvier 2025, de

nouveaux affrontements ont opposé les troupes du M23 aux forces loyalistes (FARDC) et aux Wazalendo, dans la ville. En l'absence des autorités compétentes, certains militaires et Wazalendo d'abord, puis la population civile ont mis à sac la ville de Goma, les premiers s'intéressant principalement aux magasins d'appareils électroniques, et les seconds aux commerces des produits de première nécessité.

À titre d'illustration, les entrepôts de produits alimentaires du Programme alimentaire mondial, les entrepôts de la Direction Générale des Douanes et Accises (DGDA) à l'aéroport de Goma, les antennes du supermarché Kin-Marché ont été systématiquement dévastés. Plusieurs boutiques et magasins de particuliers dans le centre commercial de Birere, à la place deux-lampes et dans différents quartiers de la ville, dont le quartier Katindo ont aussi subi la délinquance des habitants de Goma. Si certains étaient motivés par la famine occasionnée par la guerre, la majorité profitait du chaos pour dévaliser ces boutiques privées. Pour certains cas, les biens pillés étaient directement vendus en francs congolais au premier offrant, pour un prix dérisoire, sans doute pour rendre les poches davantage liquides pendant la période d'incertitude que venait d'entamer la ville.

À Bukavu, le repli des éléments des FARDC face à la progression de l'AFC/M23, en date du 14 février 2025, a laissé la ville dans un vide sécuritaire troublant. En conséquence, la ville a connu des actes d'un pillage systématique, du 14 au 16 février 2025. Ces actes de pillage ont touché les trois principales communes de la ville de Bukavu, dont la commune de Bagira, la commune de Kadutu et la commune d'Ibanda. A certains endroits, ce sont des hommes en tenue militaire qui en étaient auteurs et, à d'autres, des foules immenses de la population, avec un pillage à la chaîne, dépouillaient des boutiques de particuliers, la brasserie de la Bralima et quelques entrepôts. Comme mentionné ci-haut, le marché de Kadutu, à l'endroit communément appelé COOPERA, des boutiques commerciales ont été systématiquement pillées et vandalisées.

D'autres institutions non moins symboliques ont également fait objet d'attaques. Il s'agit principalement du bureau du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés, les entrepôts du Programme Alimentaire Mondial à Goma et Bukavu, et de différents bureaux administratifs, dont le palais de justice de Goma. Cet édifice, nouvellement construit avec l'aide de l'Union Européenne principalement, aurait été pris pour cible par certains évadés de la prison centrale de Munzenze ainsi que par certains justiciables dont l'objectif serait de faire disparaître leurs dossiers

judiciaires. D'autres personnes, pour la plupart voisines du lieu, en ont arraché les portes, les fenêtres ainsi que les meubles de bureau, par effet d'entraînement.

La vague de pillages a également pris pour cible l'école dite du "Cinquantenaire" de Goma, l'une des rares écoles publiques aux standards internationaux a été totalement dévastée : portes, fenêtres, meubles, sanitaires, divers laboratoires, tout a été emporté. Au sujet de cette école, il est étonnant qu'elle ait été la seule à être pillée en ville de Goma, et l'on peut s'interroger, sans prétendre répondre trouver la moindre réponse à ce jour, sur les causes profondes de cette action singulière et le profil de ses auteurs.

Implications sur la vie socio-économique

- Découragement des hommes d'affaires

Les faits de pillage et sabotage, pour avoir occasionné des pertes matérielles et financières importantes, annoncent une crise économique imparable dans ces deux villes de l'Est de la RDC. C'est d'autant plus vraisemblable que les deux villes n'ont point de source sérieuse d'emploi si ce n'est les (petits) commerces¹ et les ONG ou agences des Nations-Unies victimes des pillages. Ces commerces dont le patrimoine a été détruit ou amenuisé ne peuvent lever des capitaux pour refinancer leurs activités à court terme pour deux raisons majeures. Primo, dans un contexte caractérisé par de l'incertitude comme celui de l'Est de la RDC, le coût du crédit est relativement élevé pour ce type d'entreprise. Secundo, la chute de ces deux villes entre les mains des forces de l'AFC/M23 empêche tout le système bancaire de fonctionner comme la plupart des institutions financières dépendent de leurs directions centrales et de la Banque centrale, situées toutes à Kinshasa.

Il est dès lors légitime de douter de leurs capacités de réinvestissement en vue d'une relance rapide de leurs activités. Comme en témoignent les propos de cet opérateur économique rencontré à Goma,

Nous hésitons à nous engager de nouveau et relancer nos activités. D'abord, parce que nous avons perdu une grande partie de nos marchandises et nos avoirs en liquide. Ensuite, à cause de l'incertitude qui règne encore sous nos murs. Aucun signe n'indique que cette situation est au point de finir. Nous n'avons aucune assistance de qui que ce soit. Les nouveaux maîtres de la province sont préoccupés

¹ Dans le jargon de Goma, cette appellation réfère à des individus (agents économiques), en majorité des femmes, qui exercent des activités commerciales avec des capitaux minimes, généralement inférieurs à 1000 USD, soit uniquement dans la ville de Goma ou en collaboration avec les villes transfrontalières du Rwanda, de l'Ouganda ou du Burundi.

par l'installation de leur pouvoir politique et, la population cherche à survivre à la crise peu importe le prix. Même de l'extérieur du pays, personne ne peut prendre le risque d'engager ses fonds chez nous, avec notre contexte sécuritaire incertain. Ainsi, nous sommes asphyxiés et personne pour nous venir en aide.²

Ce témoignage met en exergue l'ampleur et le caractère plus ou moins permanent du risque de la région de Goma et Bukavu qui non seulement inhibent désormais l'esprit entrepreneurial des hommes d'affaires infortunés mais également limitent la possibilité d'accès au fonds. Alors qu'en l'absence d'un système bancaire fonctionnel, ces férus d'affaires pouvaient compter sur les transferts internationaux, le niveau élevé du risque est susceptible de dissuader cette tendance.

Ce témoignage laisse également comprendre que ces commerces ne sont jamais assurés pour prétendre à la reconstitution même partielle de leur patrimoine ; ce qui révèle la nécessité de le soumettre à l'avenir à un renforcement des capacités sur la relation entre la pratique des affaires et la culture d'assurance. Ceci est d'autant pertinent que l'assistance des pouvoirs publics dans un pays où l'Etat est relativement dysfonctionnel est hypothétique en pareille circonstance.

Ethiquement parlant, ces actes dénotent aussi un sérieux malaise social qui traduit un divorce ouvert d'avec les valeurs citoyennes. L'instrumentalisation spontanée des frustrations populaires, l'implication massive dans cette entreprise destructrice et le mutisme populaire face à ces actes de vandalisme en sont un signal éloquent. Cela traduit l'effritement du sens du bien commun, et donc l'échec de la famille, de l'école et même de l'église, considérées comme creusets de la citoyenneté. Le défaut d'établir une distance entre les biens d'autrui et soi-même ou entre un bien d'intérêt commun et soi-même exige qu'on s'interroge sur les valeurs éthiques et morales que les générations se transmettent dans le cadre de ces institutions sociales. Comment comprendre que l'homme soit l'auteur d'une pareille méchanceté ? Pourtant, la destruction des infrastructures publiques comme des écoles, des postes d'approvisionnement en eau n'ont fait qu'aggraver la situation, déjà difficile, des populations. Doit-on comprendre ce comportement de la population et de certains militaires FARDC, comme un moyen de se « servir » dans un contexte où ils sont complètement oubliés dans le partage des ressources nationales capturées par une petite élite locale ? Sommes-nous dans une logique où chacun se sert quand il peut, et que la population copie le comportement des élites ?

² Entretien tenu avec un jeune entrepreneur local de Goma.

Quand l'on garde à l'esprit le célèbre dicton populaire selon lequel il est possible de dormir pauvre et se réveiller riche, l'on peut craindre que l'incivisme soit fortement ancré dans l'imaginaire collectif. Loin de constituer une moquerie passagère aux efforts fournis pour l'édification de ces infrastructures pillées et vandalisées, il s'agit principalement du refus de l'esprit de la responsabilité personnelle et collective et du refus du respect de la propriété privée et publique. C'est en fait ce que révèle le témoignage ci-dessous :

Il y a un problème d'ordre culturel. Il est vraiment difficile de comprendre l'acharnement avec lequel les populations ont dépouillé les boutiques des particuliers et saboté certaines institutions publiques comme le palais de la justice de Goma. Je ne crois pas que ces actes de vandalisme relèvent simplement d'une spontanéité due au contexte de cette guerre ouverte dans la ville. Ce sont des choses qui ont été préméditées et bien organisées. Comment comprenez-vous que quelqu'un vienne avec un chariot, trois ou quatre fois, pour piller et que cela soit simplement des actes spontanés ? Le problème c'est qu'il le fait au su d'autres personnes et personne ne prend le courage de le lui interdire. Est-ce par peur d'être la prochaine victime ? Si l'on doit fermer les yeux face à un mal pareil, c'est que le problème est vraiment profond. C'est une véritable culture de vol, développée depuis plusieurs années. Ce contexte de guerre n'a fait que déshabiller une culture d'accoutumance au mal bien installée dans l'imaginaire collectif.³

Ces propos décrivent un mal profond d'une crise de responsabilité personnelle et collective. Cette dernière a détruit les bases ou les valeurs cardinales sur lesquelles devra se baser toute société. L'on peut ainsi craindre que les actions individuelles ou collectives, ayant eu cours en villes Goma et de Bukavu en violation des droits des autres, y détruisent l'esprit d'initiative et le sens de l'effort personnel. Chaque boutique, magasin saccagé et toutes les autres structures locales décimées constitue un pas bien en arrière sur le chemin de développement. Ces actes destructeurs compromettent en outre l'attractivité économique tout en décourageant l'investissement extérieure nécessaire à sa relance. Les pillages en plein jours et la destruction des entreprises privées constituent un signal négatif aux probables investisseurs. L'environnement des affaires devient davantage malsain et hostile à l'investissement, que celui-ci soit local ou étranger.

Ce qui s'est passé à Goma et à Bukavu démontre par ailleurs le désespoir qui a accompagné leur chute entre les mains de l'AFC/M23. Ce désespoir est en outre couplé d'une incertitude susceptible de remettre en question la libération et le rattachement dont se réclament les nouveaux dirigeants de ces deux villes. Loin d'être un véritable retour à la normalité des choses, la prétendue libération

³ Entretien réalisé avec une personne de troisième âge rencontré en ville de Goma, le 10 Février 2025.

risque de n'être qu'un leurre nourrissant un cercle vicieux d'une instabilité voilée et de paupérisation sociale.

Conclusion

Les actes de vandalisme ont aggravé la situation sociale déjà critique dans les deux provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. La destruction des biens publics et les attaques contre les commerces privés n'ont fait que renforcer la situation dramatique des populations. Il est de lors nécessaire d'œuvrer pour la promotion d'une éducation civique axée sur le droit du respect de la propriété privée et publique mais aussi sur le renforcement du sens de responsabilité individuelle et collective. Un tel travail repose sur une responsabilité collective et la combinaison d'efforts à la fois au niveau social, culturel et politique. Par ailleurs, l'engagement social dans les efforts de reconstruction sont aussi nécessaires au renforcement de la cohésion sociale. Au-delà d'un investissement matériel, la reconstruction de Goma et Bukavu, bien de toute la partie orientale de la RDC affectée drastiquement par une suite interminable des guerres depuis déjà plus de trois décennies, demande aussi un travail durable de transformation sociale centré sur la dé-traumatisation, la construction d'une paix intérieure en plus du maintien de la paix comme priorité gouvernementale première.